
Kasumbalesa : La connexion

RDCONGO-ZAMBIE

25 Janvier 2018



www.conex-consultants.com

Avenue du port 3, Gombe Kinshasa RDCongo

Tel : +(243) 824 629 307



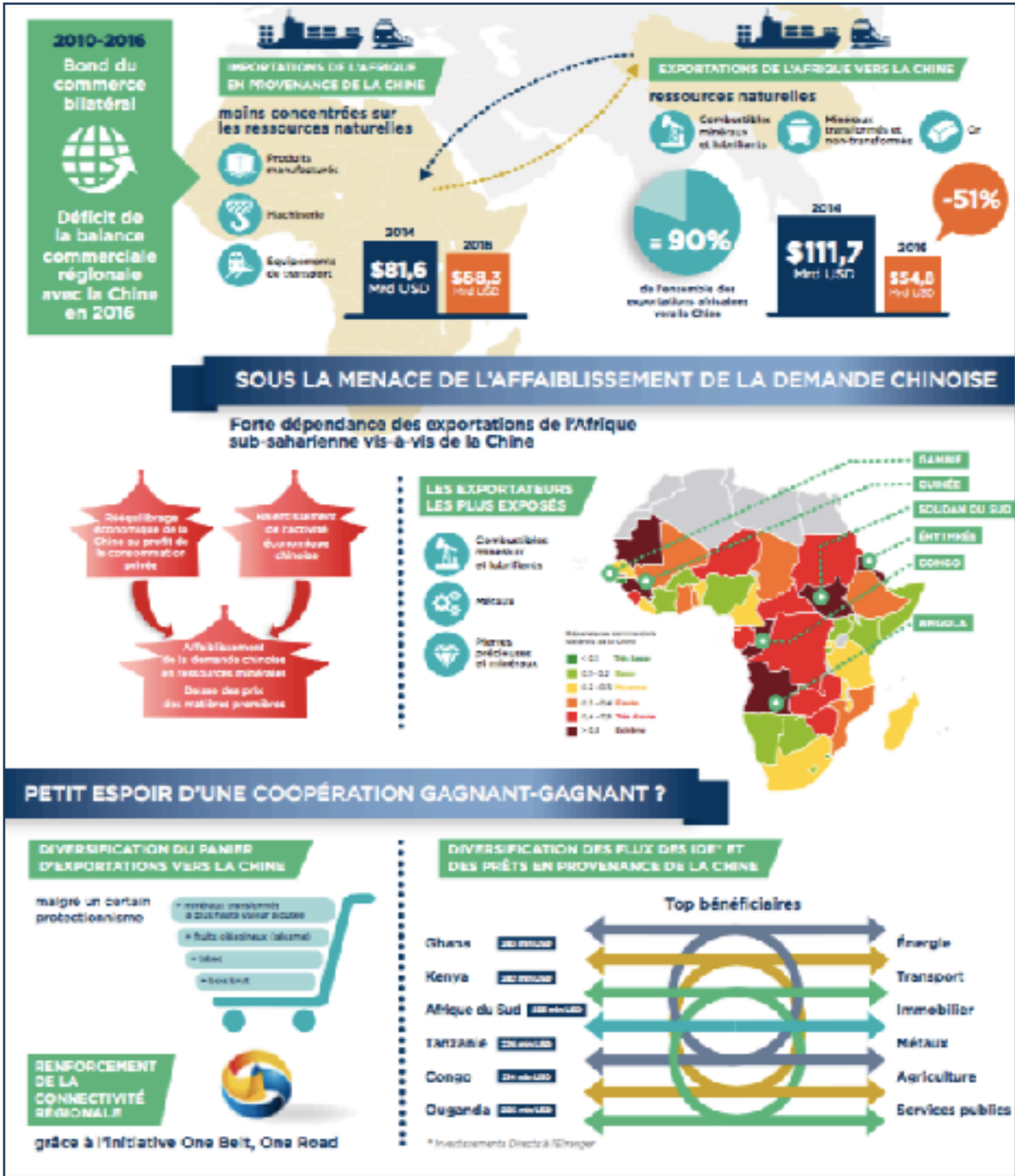
Eliane KAPINDA
Rachel AMBROSE
Kim LEE

INTRODUCTION

Dans cette étude, nous allons nous intéresser aux échanges commerciaux des dix dernières années entre l’Afrique et la Chine. Nous présenterons une fiche résumée de la RDCongo et de la Zambie afin de comprendre les intérêts communs qui animent ces deux pays. Enfin, nous allons conclure ce dossier à la frontière nommée Kasumbalesa. Point de transit entre l’Afrique centrale et l’Afrique australe, ce poste de frontière entre la RDCongo et la Zambie a donné naissance à une zone d’activités douanières et à une cité de plus de 50 000 habitants.



RELATION COMMERCIALE ENTRE L'AFRIQUE ET LA CHINE



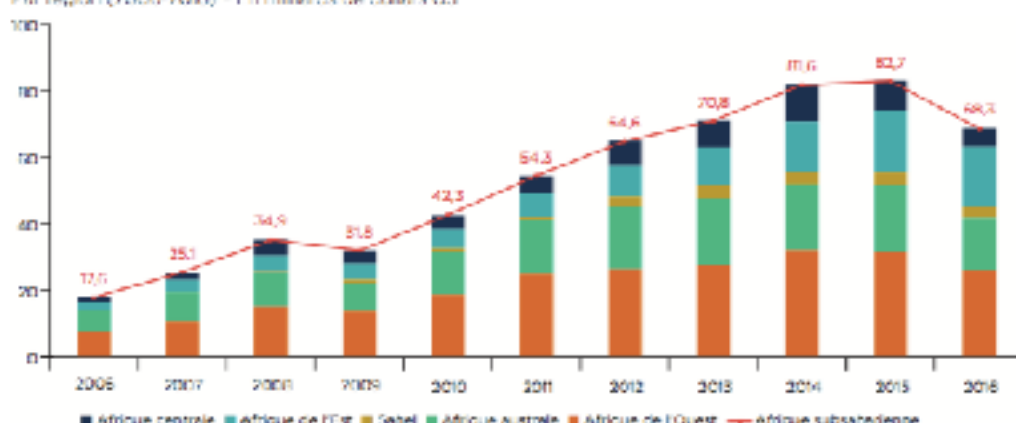
CHINE AFRIQUE : OBSERVATION DU PARTENARIAT

Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a bondi au cours des dix dernières années, atteignant 178 milliards de dollars en 2016, en baisse par rapport à un niveau record de 210 milliards de dollars en 2013. Les importations sont devenues une composante de plus en plus importante des échanges commerciaux bilatéraux, même si les exportations ont prédominé pendant une longue période au cours de la dernière décennie (voir graphique 1 et 2). On note un déficit de la balance commerciale avec la Chine, avec néanmoins, des différences graphiques marquées. Par exemple, si l'Afrique de l'Ouest et de l'Est présentent des déficits commerciaux, l'Afrique australe et centrale continuent à avoir un excédent commercial vis-à-vis de la Chine. L'Afrique australe (menée par l'Afrique du Sud) représente la plupart des exportations du continent vers la Chine, suivie par l'Afrique de l'Ouest (menée par le Nigeria) et l'Afrique de l'Est (menée par le Kenya et la Tanzanie) captent la plupart des importations.

Graphiques 1 A :
Exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine
Par région (2006-2016) - En milliards de dollars US



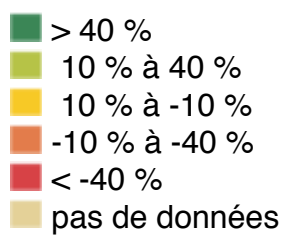
Graphiques 1 B :
Exportations de la Chine vers l'Afrique subsaharienne
Par région (2006-2016) - En milliards de dollars US



Sahel : Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Soudan
 Afrique de l'ouest : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo
 Afrique centrale : Angola, Cameroun, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), Congo (Kinshasa), Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé et Principe, Soudan du Sud, Afrique Orientale : Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Rwanda, Seychelles, Somalie, Tanzanie, Ouganda
 Afrique australe : Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

Carte : Analyse du commerce en Afrique

Écart entre le commerce potentiel et le commerce réalisé



Note de lecture : Les pays indiqués en rouge sont ceux pour lesquels le commerce réalisé est inférieur de plus de 40 % au commerce potentiel estimé par CONEX.

Sources: Douanes
SEGUCE RD Congo

PRESENTATION DE LA RDCONGO ET DE LA ZAMBIE

	ZAMBIE	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
CAPITALE	Lusaka	Kinshasa
POPULATION	16,7 Millions	84 Millions
PIB PAR HABITANT	1 257 \$US	467 \$US
LANGUES	Anglais et autres Langues régionales (Bemba, Nyanja...)	Français, Lingala, Tshiluba, Swahili, Kikongo
MONNAIE	Zambia Kwacha (ZMW)	Franc Congolais (CDF)
POINTS FORTS	Richesse minière (cuivre : 1er producteur d'Afrique, cobalt, uranium, or, diamants, manganèse) Richesse agricole (maïs, tabac) Potentiel hydroélectrique majeur Soutien financier international	Ressources minérales abondantes (cuivre, cobalt, diamant, or, étain, uranium...) Pétrole Important potentiel hydroélectrique Annulation de la dette dans le cadre des initiatives PPTE et ADM
POINTS FAIBLES	Dépendance au cuivre Economie peu diversifiée Production d'électricité insuffisante reposant quasi exclusivement sur l'hydro- électricité Carences sanitaires, éducatives et administratives	Tensions à l'Est du pays avec la récurrence des rébellions Très forte dépendance aux cours des matières premières Faiblesse des infrastructures (transports, énergie, télécommunications)

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

	2015	2016	2017(p)	2018(p)
Croissance PIB (%)	6,9	2,4	2,8	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,0	18,2	49,8	44,0
Solde Public / PIB (%)	0,9	0,1	-0,3	0,6
Solde courant / PIB (%)	-3,9	-3,4	-4,6	-2,1
Dette publique / PIB (%)	16,1	16,8	17,0	15,8

(p) prévision

Une légère croissance face à une économie qui pourrait se diversifier davantage

La chute des cours des matières premières en 2016 a réduit la croissance du pays. L'activité reste principalement dépendante des prix du cobalt et du cuivre, ainsi que des évolutions politiques et sécuritaires. La production de cuivre a augmenté de 9,3 % les neuf premiers mois de 2017, alors que celle du cobalt a crû de 18 % en tirant partie du cours très favorable sur les marchés internationaux. La forte croissance de la demande mondiale de ce dernier, utilisé pour la production de batteries, serait un moteur de croissance, modérée, en 2018. Dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), un accord a été trouvé avec des entreprises chinoises pour le financement d'infrastructures routières pour un coût de 3 milliards de dollars, ainsi que des infrastructures électriques d'une valeur de 660 millions de dollars dans le but de réduire le déficit énergétique, notamment vis-à-vis du voisin zambien. De plus, l'accord d'exploitation entre la Société Nationale d'Électricité et la plus grande entreprise sud-africaine d'électricité va permettre une plus grande production de cuivre, secteur le plus énergivore du pays. Selon le gouvernement, une plus grande offre d'électricité permettra d'augmenter la production actuelle de cuivre de 20 % à terme. Par ailleurs, la forte inflation, accompagnée d'une dépréciation importante du franc congolais (l'ensemble des biens manufacturés, ainsi que la majorité des denrées alimentaires sont importés), exerceront une forte pression sur le pouvoir d'achat des ménages congolais et, donc, une baisse de la consommation privée (74,8 % du PIB en 2015) est attendue en 2018. Afin de diminuer cette forte pression sur le pouvoir d'achat des ménages, la banque centrale a relevé ces taux directeurs de 7 à 14 % en janvier 2017, puis à 20 % en juin. C'est encore très loin du taux d'inflation. Le déficit courant devrait baisser en 2018 en raison d'une augmentation des exportations, favorisée par la reprise des cours des matières premières et une croissance de la demande de cobalt.

ZAMBIE

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2015	2016	2017(p)	2018(p)
Croissance PIB (%)	2,9	3,4	4,0	4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	10,1	17,9	6,8	7,4
Solde public */ PIB(%)	-9,3	-5,8	-8,0	-7,8
Solde courant / PIB(%)	-3,9	-4,4	-3,6	-2,8
Dette publique/PIB (%)	61,4	60,5	55,6	60,0

(p) prévision

Une reprise de la croissance soutenue par le cours du cuivre

En 2018, la croissance devrait augmenter, stimulée par la hausse du cours du cuivre qui entraînera un accroissement des investissements dans le secteur minier. Différentes mines (mine de Kokola - Vendata Resources, mine de Chambashi - NFCA) devraient se développer, permettant, ainsi, d'augmenter la production et de promouvoir de nouveaux investissements. Le secteur agricole devrait aussi contribuer à la reprise, avec des conditions climatiques plus favorables qui devraient permettre d'augmenter la production de maïs (second poste d'exportation non-traditionnelle précédé par le tabac). La croissance dans ces deux secteurs devrait se diffuser à l'ensemble de l'économie, réduisant le chômage. Cela, combiné à une inflation dans l'intervalle cible de 6-8 % de la banque centrale et un assouplissement de la politique monétaire, devrait stimuler le pouvoir d'achat des ménages et dynamiser la demande intérieure. Les secteurs très élastiques vis-à-vis de la demande, tels que le commerce de détail, devraient en bénéficier. L'activité économique devrait aussi profiter de l'amélioration de l'approvisionnement hydroélectrique grâce aux meilleures conditions climatiques. Toutefois, la tentative de diversification de l'économie par le biais de taxes sur les produits bruts, afin de stimuler l'industrie de transformation, pourrait dissuader certains investisseurs. Enfin, ces perspectives de croissance restent contraintes par un secteur bancaire et financier sous pression : le nombre de prêts non-performants a doublé (12,1 % fin 2016 contre 6,1 % en 2014) en raison de la chute de la croissance en 2015 et de l'envolée des taux d'intérêt (taux sur les prêts bancaires de 29 % fin 2016). De plus, les banques locales sont fortement sollicitées pour le financement du déficit public.

Du point de vue du compte courant, la balance des biens devrait rester positive en 2018, avec une hausse des exportations de cuivre (effets volume et prix) et de maïs (levée de l'interdiction d'exporter suite à la bonne récolte de 2017) et une baisse des importations (baisse de la demande du gouvernement liée à la consolidation budgétaire).

RDCONGO : KASUMBALESA CONSTRUCTION D'UN PORT SEC

Le 1^{er} Juin 2018, dans la cité frontalière de Kasumbalesa, on a pu assister à la pose de la première pierre pour la construction d'un port sec. Il s'agit d'un complexe qui devra comprendre: une aire de stationnement, des terminaux, des entrepôts, des zones de stockage, un pont bascule, un bureau de dédouanement.



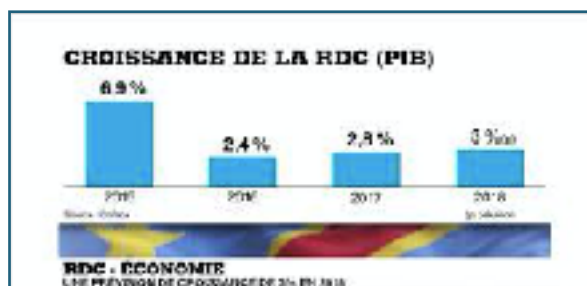
Le projet a été confié à l'office de gestion du fret multimodal (OGEFREM). Ici, la politique consiste à financer, sur fonds propres, la réalisation d'infrastructures, en dépit de la conjoncture économique internationale caractérisée par la baisse des cours des matières premières.



Avant la réforme de 2009, l'OGEFREM avait uniquement la mission de gérer le fret maritime. Or, actuellement, ses compétences se sont étendues à tous les modes de transport. Conséquence : il prélève des fonds sur les autres modes de transport sans contrepartie. Cela constitue un « interventionnisme préjudiciable pour les entreprises et pour l'économie ».

Le port sec va bénéficier d'une superficie de 62 hectares. Le coût des travaux est estimé à 300 millions de dollars américains. Pour certains, ce site sera « un point de transit pour la sous-région ».

Ici, on prévoit une capacité d'accueil de 30 millions du fret par an, capacité de stationnement de 1.500 camions, avec des aires de repos suffisantes pour les chauffeurs.



Le projet prévoit la construction d'un pipeline, allant de Kasumbalesa à Kolwezi en passant par Lubumbashi et Likasi.

Pour arriver à remplir toutes ces fonctions, le port sec de Kasumbalesa sera un terminal connectant le chemin de fer et les routes permettant à la fois, un mouvement harmonieux entre ces deux modes de transport et s'imposant comme une initiative innovante en Afrique Subsaharienne.

LE POINT

Kasumbalesa, une connexion commerciale plein d'avenir

Il faut une bonne heure, dans le meilleur des cas, pour parcourir les 95 km de la RN 1 qui séparent Lubumbashi, le chef-lieu du Katanga, de Kasumbalesa, le poste-frontière avec la Zambie.

Kasumbalesa est le deuxième poste-frontière de la RD Congo après Kinshasa en volume de trafic et premier poste-frontière terrestre.

À l'import comme à l'export, tout transporteur venant de Zambie ou y allant doit obligatoirement passer par Kasumbalesa.

Le site forme une grande enceinte au milieu de laquelle trône le bâtiment de la DGDA. L'une des ailes accueille le bureau de l'export, l'autre celui de l'import.



Un espace, qui reste à aménager, abritera des logements pour les douaniers. La gestion de ce site flambant neuf, a été confiée à la société Pacific Trading, qui « s'occupe de la sécurité, de la manutention dans les entrepôts, de la circulation et des parkings. Elle est assimilée à un service public.

Quelque 300 véhicules franchissent la frontière chaque jour, en majorité des camions.

A l'export, ce ne sont que des minerais. A l'import, la gamme de marchandise est variée : matériel pour les miniers (60% du trafic), biens de consommation et produits pétroliers.

Banques, agences et petits commerces se sont établis mais la cité manque d'infrastructure. Les écoles privées se sont multipliées et le courant ne fait pas trop défaut mais l'eau potable accessible à plus grand nombre reste un problème majeur.

Les commerçants sont confrontés à plusieurs difficultés.

1. La monnaie

Coté Zambien, les hommes d'affaire ont interpellés le gouvernement zambien concernant la monnaie d'échange; en effet, les congolais utilisent majoritairement le US dollar alors que les zambiens sont tenus au Kwacha; cette situation a incité l'ouverture de comptoirs de transferts de devises où les taux sont excessivement élevés. Choisir une devise commune faciliterait les échanges commerciaux.

2. Les déchets

On se pose la question de savoir où et comment évacuer les déchets de plus en plus nombreux; un appel d'offre pour encourager les sociétés à travailler avec les gouvernements respectifs de chaque coté de la frontière a été suggéré; il a été aussi proposé de confier ce travail à une entreprise privée; cependant, la collecte des taxes à percevoir apparaît plus complexe à mettre en place; les entreprises étant déjà sollicitées lors des passages des camions, entre autre. L'idée qui prévaut serait de mettre en place un système de récupération et recyclage des déchets dans les espaces inoccupés aux alentours.

Vers un équilibre des échanges frontaliers

En ce qui concerne l'offre (zambienne) et la demande (congolaise) on est encore loin d'assurer l'énorme potentiel. Chaque jour apporte son lot de nouvelles considérations commerciales.

La frontière de Kasumbalesa est le point de jonction de la quasi-totalité des corridors des transports desservant les pays de l'Afrique australe. Investir dans la construction d'un port sec, c'est une projection du futur qui consiste à intégrer le pays dans une perspective de relier l'Océan Indien à l'Océan Atlantique.



RESERVE

Le present document reflète l'opinion de la recherche économique au sein du cabinet CONEX, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles; il pourra être modifié à tout moment. Les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses; toutefois, cela ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiqués à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. CONEX n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour d'éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimés appartiennent exclusivement à CONEX; le lecteur est autorisé à les consulter à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de CONEX et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de CONEX.

Dernière mise à jour : Janvier 2018



www.conex-consultants.com

Avenue du port 3, Gombe
Kinshasa RDCongo

Tel : +(243) 824 629 307